



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 21 septembre 2023
N°1149

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA FRANCE DEPASSE LARGEMENT SES ENGAGEMENTS EN MATIERE DE FINANCEMENTS POUR LE CLIMAT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT EN 2022

A l'occasion du Sommet pour l'action climatique du Secrétaire général des Nations Unies à New York en septembre 2023, les ministres **Bruno Le Maire**, **Catherine Colonna** et **Agnès Pannier-Runacher**, ainsi que la Secrétaire d'Etat **Chrysoula Zacharopoulou** annoncent que la France a fourni **7,6 milliards d'euros de financements climat en 2022**, dont 2,6 milliards d'euros pour l'adaptation. Cela représente un dépassement d'environ 25% de l'objectif qui avait été fixé par le Président de la République fin 2020.

De plus, la France a œuvré à la mobilisation de 1,2 milliards d'euros de finance privée en 2022, portant à 8,8 milliards d'euros les financements français en faveur du climat pour les pays en développement pour cette même année.

La France, comme l'Union européenne, fait ainsi plus que sa juste part de l'effort parmi les pays développés, qui se sont engagés à 100 milliards de dollars par an.

Pour mémoire, le Président de la République avait annoncé fin 2020 l'engagement de la France à fournir 6 milliards d'euros de financements pour le climat dans les pays en développement, chaque année de 2021 à 2025. Un tiers de ces financements sont dédiés à l'adaptation. Cet objectif représente un relèvement par rapport à l'engagement pris à la COP21, en 2015, de fournir 5 milliards d'euros de financements climat en 2020, dont 1,5 milliard pour l'adaptation. Cet engagement avait été tenu dès 2021, avec 6,1 milliards d'euros de financements climat pour les pays en développement, dont 2,2 milliards pour l'adaptation.

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, a déclaré : « Ces excellents chiffres démontrent l'engagement et la constance de la France en matière d'aide à la lutte contre le changement climatique. Dans le même temps, ils montrent aussi que la finance climat ne peut s'appuyer sur les seuls financements publics pour changer la donne, y compris ceux de la France qui compte parmi les principaux contributeurs à la finance climat dans le monde. Il nous faut passer à l'échelle supérieure et, au-delà de la cible des 100 Mds USD, mobiliser les financements de toutes sources et en particulier entraîner davantage de financements privés au service des stratégies climatiques des pays en développement. A cet égard la feuille de route issue du Sommet de Paris pour un Nouveau Pacte financier doit nous permettre d'améliorer collectivement notre efficacité et notre impact. »

Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, a déclaré : « Comme je viens de le rappeler lors de la semaine à haut niveau de l'Assemblée des Nations Unies à New York, lundi, nous avons besoin d'un électrochoc de solidarité et appelons tous les pays à rejoindre le Pacte pour les peuples et la Planète et sa dynamique de lutte contre la pauvreté et la transition écologique ». « La France est au rendez-vous de la solidarité et de l'urgence climatique : nous avons même réussi en 2022 à dépasser l'engagement pris, avec un financement climat de 7,6 milliards d'euros dont 2,6 milliards d'euros pour l'adaptation. »

Agnès Pannier-Runacher ministre de la Transition énergétique, a déclaré : "La transition climatique au niveau mondial ne se fera pas sans solidarité internationale. En s'engageant à hauteur de 7,6 milliards d'euros en 2022, soit 25% de plus que prévu, la France est cohérente avec l'ambition exprimée par le Président de la République au Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial. L'objectif de 100 milliards de dollars devient concret et atteignable. Je souhaite à présent que tous les pays se mobilisent pour relever l'autre défi : celui de l'atténuation et de la réduction des énergies fossiles."

Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, conclut : « Pour maintenir la confiance dans la solidarité internationale, tenir nos engagements est fondamental. 7,6 milliards d'euros au service de l'action climatique, ce sont des résultats concrets. Nous continuons de co-construire des partenariats pour une transition énergétique juste, et avons déjà conclu des partenariats ambitieux en ce sens avec le Sénégal, l'Afrique du sud ou encore l'Indonésie. Nous œuvrons aussi pour la préservation des réserves de carbone et de biodiversité que sont les forêts à travers le développement de plateformes pays pour les forêts, la nature et le climat. Nous soutenons les pays et leur population à travers l'Agence française de développement, mais aussi au travers de fonds multilatéraux majeurs, tel le Fonds vert pour le climat. »

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire - 01 53 18 41 13 – presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Catherine Colonna – 01 43 17 46 52 - presse.cabinet@diplomatie.gouv.fr

Cabinet d'Agnès Pannier-Runacher - 01 40 81 13 25 - presse.mte@climat-energie.gouv.fr

Cabinet de Chrysoula Zacharopoulou – 01 43 17 64 87 – chefcab.se@diplomatie.gouv.fr